

TRIBUNE LIBRE

Sans but et sans idées

Demandez aux membres des communautés de travail quel but les anime, vous obtiendrez autant de réponses que d'individus. Et chacun de définir, d'ergoter, de paraphraser, de jacasser, de proclamer, de prêcher, d'haranguer, de « tourner en rond », d'enjoliver, de noircir, de démontrer, d'argumenter... et surtout de parler pour la plus grande joie ou la plus grande lassitude de nos sociétés et de celle qui nous entoure.

Devant une telle abondance du verbe et de l'esprit, comment ne pas chercher une définition dans ce petit Larousse Illustré, si cher aux amateurs de mots croisés : — Communauté, « Etat de ce qui est commun » (sans illustration, quel dommage !) En exemple, il nous parle de la communauté du ménage et de la communauté religieuse. Comme il peut être

Deux membres de la communauté Comsertot, station service de l'habitat (Drancy, Seine), ont bien voulu participer à cette première Tribune Libre destinée à permettre à chaque lecteur de participer à la fabrication de « Communauté » et d'exprimer ses opinions, critiques, ou suggestions sur les problèmes qui lui semblent importants.

réduits. La charte actuelle (voir page 2) est l'image même de notre ambition, bien qu'elle soit pavée de bonnes intentions. Nombre de communautés sont mortes ou agonisent de leurs propres illusions. En voulant nous distinguer sur le plan social et humain avant même d'en avoir les moyens sur le plan économique, nous marchons à contre-courant. Finalement, les problèmes économiques gangrènent les hommes, les envoyant tôt ou tard à l'hôpital ou au cimetière.

Un mouvement à la dérive

La dernière raison, de loin la plus importante, semble être l'absence momentanée de but précis et d'idées clefs. Ceci est grave. Même les précurseurs du mouvement communautaire, pour aussi originales que furent leurs idées, avaient le mérite de vouloir s'inscrire dans une perspective.

Daniel Carrière, ancien responsable, estime que les communautés manquent de but et de direction, et il propose trois remèdes.

Ben Cheikh, délégué à l'information, voit dans les communautés « des écoles de cadres, des laboratoires de recherches sur les formes socialistes et démo-

cratiques de la gestion collective ».

Il aborde alors le problème essentiel de l'intégration des associés et de leur formation.

« Communauté » invite tous ses lecteurs à lui faire part de leurs réactions et de leurs idées sur les problèmes exposés par Carrière et Ben Cheikh.

gines. Le savoir est à la mesure de tous à tous les niveaux pour peu que l'on en donne les moyens psychologiques et matériels.

Peut-être le jour viendra, où, à

l'image de certaines individualités, l'école fournira à notre société les hommes nécessaires à sa transformation profonde, mais de tout ceci nous reparlerons si vous le voulez bien. Daniel CARRIÈRE.

Former pour intégrer

La gestion collective d'une entreprise industrielle ne peut se concevoir sans une participation consciente et effective de ses membres :

— consciente par une adhésion totale aux objectifs économiques et aux buts sociaux définis en commun ;

— effective par une connaissance des mécanismes économiques et financiers et toutes leurs incidences sur la marche de l'entreprise.

Ces conditions ne s'appliquent qu'à une entreprise à caractère communautaire vivant uniquement de la force de travail de ses membres. Ce qui exclut la notion du profit.

ment de frustration, est nécessaire de la part des responsables qui doivent, par ailleurs, en accord avec l'Entente, instaurer des cours de formation économique. L'assiduité à ces cours doit être encouragée par des primes ou tout autre compensation dont la nature est déterminée par l'assemblée générale.

Des cours rémunérés

Dans le cas où l'embauche ne peut pas se faire à partir des critères définis plus haut, et où l'on a à faire à des hommes dont le seul souci est la recherche d'un moyen de subsistance, il me semble qu'il est du devoir des associés c'est-à-dire de la communauté, et surtout de l'informateur, d'orga-

66

De commun au-delà des cours, nous n'avons que le nom. En prononçant les aspirations, la bonne volonté, la sincérité existent chez beaucoup d'entre nous. Mais les énergies humaines s'ex-soufflent très vite devant la disparité et la contradiction. Quelles en peuvent être les raisons et comment tenter d'y remédier ?

Une perspective nationale

La première qui vient logiquement se trouve au point de départ des communautés de travail. Les créateurs du nom, bien qu'ils s'en défendent, avaient conçu un système qui tenait de la communauté des ménages et de la communauté religieuse, s'inscrivant dans une perspective à l'échelle de la nation. Cette tendance révolutionnaire en elle-même, était normale à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais elle n'était pas en rapport avec le caractère même des Français et de la situation en général. Car la demi-mesure en ce domaine n'est pas possible, et il ne peut y avoir de vie communautaire sans un partage intégral du pain, du gîte et de la culture. Ce que d'autres pays ont tenté avec des impératifs vitaux ne semble d'ailleurs pas avoir un caractère définitif, vu la fragilité de leurs systèmes en ce domaine. Le nom fut donc gardé par la suite et avec lui, ce petit rien de nostalgie qui font les éternels recommencements.

La seconde raison, non moins importante et découlant de la première, est la tendance à vouloir tout embrasser, alors que nous disposons de moyens fort

nous ne savons trop comment nous situer par rapport au monde ouvrier, au monde coopératif, et au monde capitaliste ou libéral. Si chaque individu a son idée sur la question il n'en est pas de même de l'ensemble du mouvement et nous flottons sans savoir où le bateau nous conduira et qui nous mènera. Dans ces conditions, il ne peut y avoir de continuité et d'efficacité. Devant ces trois raisons: erreur sur le nom, ambition trop grande et absence de but et de direction, que peut-on envisager ?

D'abord, un changement de nom en fonction du caractère même de nos sociétés et des buts poursuivis.

Ensuite, la limitation de nos ambitions à certains secteurs économiques non concurrents, permettant notre cohésion tout en facilitant notre tâche. Certains marchés sont encore à notre portée sans gros investissements, nécessitant surtout un esprit d'équipe et une organisation astucieuse. N'est-ce pas là ce que nous recherchons ?

Enfin, plutôt que de brasser de grands principes, attachons-nous à transformer nos sociétés en école pratique de gestion où chaque individu se forme à son niveau de responsabilité. Ces moyens doivent être étudiés en accord avec le syndicalisme et les organismes de formations économiques. Car il ne saurait y avoir de transformation de la société économique actuelle sans une formation adaptée à tous les hommes quelles que soient leurs ori-

l'entreprise capitaliste.

Elles limitent donc l'embauche à une catégorie de personnel qui doit satisfaire à des critères moraux et professionnels. La survie des communautés est à ce prix.

Un laboratoire de recherches socialistes

Dans l'état actuel de l'économie, les communautés ne peuvent pas vivre en marge de la société. Elles subissent l'influence du système capitaliste qui les entoure sans pour autant se laisser absorber et sans céder sur certains principes fondamentaux, car elles s'inscrivent dans une perspective de socialisation des moyens de production. Elles doivent se considérer comme étant des écoles de cadres et des laboratoires de recherches sur les formes socialistes et démocratiques de la gestion collective.

Nombreux sont les compagnons venus des milieux syndicaux dont le passé est jalonné par une lutte sans merci contre le système capitaliste. Ils ont été formés dans le cadre de la lutte revendicative, autrement dit, par le syndicalisme de revendication. Devenus gestionnaires, leur conversion ne s'est pas faite et ne se fait pas automatiquement d'où certaines contradictions comiques, par moment tragiques, dont les répercussions économiques risquent d'entraîner la liquidation de l'entreprise.

Pour éviter de tels drames et épargner à la communauté un temps précieux, une politique intelligente de distribution des tâches pour éliminer tout senti-

nier des cours particuliers dont le principal objectif serait l'intégration des intérêts dans l'entreprise; ces cours doivent avoir lieu dans la journée sans perte de salaire.

L'échec que rencontrent certaines communautés avec les non-associés vient de cette erreur psychologique qui consiste à demander à quelqu'un qui arrive à peine, d'assister à une réunion en fin de journée, alors qu'il est, peut-être, intéressé par une émission de télé ou autre chose de ce genre. N'est-il pas plus astucieux d'aiguïser sa curiosité par des problèmes capables d'attirer son attention, de l'entourer de sympathie, d'essayer de comprendre ses soucis, de l'aider à surmonter ses difficultés ? Ce sont là des questions terre-à-terre, mais qui ont leur importance.

C'est pourquoi je suggère à l'Entente et aux communautés de dégager un budget conséquent pour donner aux informateurs la formation qui leur fait défaut, par des sessions plus nombreuses dont la durée ne serait pas limitée à quelques heures deux fois par an (1).

Ce sont là des observations que j'ai faites dans notre communauté et dans d'autres pendant les sessions des informateurs.

F. BEN CHEIKH.

(1) N.D.L.R. — Lors de sa réunion du 25 mai 1962, le Conseil de l'Entente a décidé « la mise en route d'un programme de formation d'animateurs et de cadres communautaires... établi sur deux ans (et comprenant deux sessions par an de cinq jours... »